GI : et si, sous couvert de lutter contre le séparatisme c'était contre les patriotes que Macron légiférait ?

écrit par Christine Tasin | 27 janvier 2021



C'est de plus en plus clair. Macron et son âme damnée Dupont-Moretti se fichent du terrorisme comme de leur premières chaussettes, le considérant comme un mal obligatoire contre lequel. il n'y aurait qu'une solution, islamiser à tour de bras la France, afin que les terroristes se sentant chez eux, n'aient plus besoin d'intimider, de terroriser, pour imposer les règles et lois islamiques.

Non, le véritable ennemi de Macron, comme de Merkel et de tous les mondialistes, c'est l'homme préhistorique égaré au XXIème siècle et qui croit encore en des mots dépassés comme nation, peuple, éducation, travail, efforts, souveraineté populaire mérite…

.

Alors, forcément, l'ennemi ce n'est pas le migrant, musulman dans 80% des cas, qui ne connaît de pays et de peuple que celui de la Oumma, ce n'est pas non plus Herrou, le gaucho

qui aide le migrant à bafouer la loi… non, l'ennemi c'est l'identitaire qui veut que ses frontières soient gardées et que ses lois soient respectées. C'est lui le mouton noir qu'il faut pourchasser, faire disparaître, pour faire disparaître cette erreur du monde macronien tout en terrorisant ceux qui seraient tentés de les imiter… Surtout empêcher que les Gaulois réfractaires et autres 66 millions de procureurs ne ressuscitent les Gilets jaunes et ne créent le Grand Soir…

Et comme Macron et ses sbires ont tous les pouvoirs et sont sûrs que les gauchistes qui tiennent les media courront eux aussi sus au loup qui ose sortir du bois, c'est du gâteau...

Alors, forcément...

C'est l'hallali contre Génération Identitaire. Contre eux aujourd'hui, contre Résistance républicaine demain et aprèsdemain contre Zemmour et Zineb que Macron obligera à quitter la France.

Le totalitarisme de ces gens fait peur. C'est le même que celui de Biden. Ils vont être copains comme cochon...

.

Ils sont en train de tout modifier et notamment toutes les lois qui concernent la liberté d'expression, et ils se donnent le droit de dissoudre toutes les associations… les nôtres, pas les islamistes!

.

Pour Thaïs d'Escufon, porte-parole de Génération Identitaire, ils n'ont aucun élément leur permettant de dissoudre GI qui respecte la loi, ils ont été relaxés pour l'action au col de l'Echelle... Darmanin veut donner des gages à la gauche et à l'extrême—gauche mais ils ne luttent absolument pas contre l'immigration clandestine et

l'islamisme...

https://lincorrect.org/thais-descufon-il-ny-a-aucune-raison-ac
ceptable-pour-une-dissolution-lincorrect/

Complément de François des Groux

Pas de dissolution pour les innombrables associations islamiques qui, ne jurant que par le coran et par Mahomet, sont donc forcément islamistes.

Pas de dissolution pour les innombrables ONG qui bafouent et piétinent elles aussi la loi.

Mais les Identitaires, ces empêcheurs de danser en rond...

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la gauche n'est pas en guerre contre l'islamisme. Ce n'est même pas son ennemi puisqu'elle compte sur l'électorat musulman pour obtenir et garder le pouvoir.

La gauche est, depuis les années 80 et avec l'esprit « Terra Nova », en guerre contre le nationalisme, le patriotisme, la fierté identitaire et, globalement, contre les habitants originels de ce pays qui, eux, n'ont rien demandé. Ils ont juste le tort d'aimer leur histoire, leur culture et leur civilisation. Ce n'est pas un génocide au sens historique du terme (Arméniens, Shoah, Kampuchéa ou Rwanda) mais une forme d'ethnocide à long terme.

A moyen terme, même, à raison de 400 000 entrées par an, majoritairement de musulmans, faites le compte. Rien qu'en 10 ans, avec leur démographie et le rapprochement familial étendu, c'est 5 millions de *nouveaux* Français qui s'ajoutent aux 10-12 millions actuels.

A ce rythme, dans 30 ans, nous finissons comme l'Empire byzantin et Constantinople.

Mais, après tout, élection après élection, les Français choisissent leur destin.

Et si la dernière « *loi confortant les principes* républicains » n'était pas là pour combattre l'islamisme mais bel et bien GI, RR ou Riposte Laïque ?

« Reste une interrogation, soulevée par le projet de loi « confortant les principes républicains », feu « projet contre les séparatismes », révélé cette semaine. Les possibilités de dissolution d'associations y semblent élargies. Ainsi, tout agissement, même d'un seul membre, jugé contraire aux « principes républicains », sera imputable à l'association entière. L'Intérieur disposerait également du droit de suspension des activités pour une durée de trois mois, en cas d'urgence… »

Voir les extraits de Valeurs Actuelles ci-dessous :

Le gouvernement (et la justice) à l'assaut de Génération identitaire

Évoquée début novembre par le porte-parole du gouvernement, la dissolution du mouvement est inlassablement étudiée, mais toujours confrontée au même écueil juridique. Tatillonne, la justice est là pour prendre le relais.

C'est un serpent de mer ondulant avec persistance place Beauvau. Plusieurs fois évoquée, la dissolution du mouvement Génération identitaire est-elle seulement possible ? Le marronnier a repris en vigueur, le 1er novembre dernier, quand le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, entrouvrait la porte, au micro de RTL : « Dès lors que l'on a des preuves qu'il y a un appel à la violence, à la haine, il faut prendre les décisions qui s'imposent. On ne peut rien exclure. » Dès le lendemain, le député LFI Éric Coquerel s'engouffrait dans la brèche, en adressant aux ministères régaliens de Gérald

Darmanin, Marlène Schiappa et Éric Dupont-Moretti, une missive solennelle, réclamant la dissolution du mouvement identitaire, mis sur le même plan que les officines islamistes BarakaCity et le CCIF, déjà dans le viseur du gouvernement.

La tentation d'Avignon

Prétexte idéal : l'attaque avortée par un déséquilibré, quelques jours plus tôt à Avignon, se réclamant de Génération identitaire, dont il arborait la fameuse doudoune bleue, ornée du slogan « Defend Europe ». Fabien Badaroux, 33 ans, avait alerté les passants alors qu'il déambulait armé dans les rues de la cité des Papes, avant d'être abattu par les policiers qu'il menaçaient. « Il n'a jamais milité chez nous et personne ne le connaît », s'était alors défendu la porte-parole de Génération identitaire, Thaïs d'Escufon. Finalement plus proche du PCF, dont il était un ancien militant, que de « GI », le jeune homme connu pour ses antécédents psychiatriques a malgré lui réveillé l'hostilité à l'égard du mouvement, brocardé « réactionnaire », au mieux, « néofasciste », au pire.

« Nos avocats sont confiants, étant donné le caractère extrêmement creux de l'affaire d'Avignon », confie Clément-Martin, autre porte-parole de Génération identitaire, qui subodore depuis des tentatives d'intimidation de la part des autorités. « Le 12 novembre dernier, cinq de nos militants ont été convoqués pour une audition libre, qui s'est transformée en garde à vue, au sujet de notre campagne contre le maire de Goussainville. » Il y a quelques semaines, les jeunes gens s'étaient affairés à rappeler le passé de l'édile de cette commune du Val d'Oise, jadis proche du Tabligh et accusé, par L'Express, d'avoir été fiché S. Abdelhaziz Hamida avait alors déposé plainte après le déploiement d'une banderole jugée diffamante : « Aujourd'hui Hamida, demain, le califat. »

Recherches à partir des plaques d'immatriculation,

localisation des téléphones portables — et même perquisitions, refusées par manque d'effectif — autant de moyens d'investigations « disproportionnés », selon Clément Martin, qui s'interroge : « Dimanche dernier, des gendarmes sont venus me voir pour me dire qu'ils allaient me convoquer, à la suite d'une plainte de l'imam de Lyon, dont on avait dénoncé les appels à la prière depuis le muezzin, il y a quelques mois. Est-ce que ça s'inscrit dans un contexte, est-ce qu'on essaie de nous mettre la pression ? ».

[...]

Pour l'historien Nicolas Lebourg, la situation est délicate, dans la mesure où « l'argument principal pour dissoudre un groupe est habituellement la violence. Là, il n'y en a pas », jugeait-il auprès du Figaro, en avril 2019.

[...]

Reste une interrogation, soulevée par le projet de loi « confortant les principes républicains », feu « projet contre les séparatismes », révélé cette semaine. Les possibilités de dissolution d'associations y semblent élargies. Ainsi, tout agissement, même d'un seul membre, jugé contraire aux « principes républicains », sera imputable à l'association entière. L'Intérieur disposerait également du droit de suspension des activités pour une durée de trois mois, en cas d'urgence. A suivre, donc…

. [...]

https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/le-gouver nement-et-la-justice-lassaut-de-generation-identitaire-125875